



Séance du conseil d'administration du 18 février 2014 Site d'arts plastiques de Strasbourg

En présence de :

Les membres du Conseil d'administration

- Bernard BLENY, Représentant du personnel pédagogique,
- Marjorie DOUKHAN, Représentante des étudiants en musique,
- Souad EL-MAYSOUR, Vice présidente à la Communauté urbaine de Strasbourg,
- Philippe GEISS, Suppléant représentant du personnel pédagogique,
- Bernard GOY, Conseiller arts plastiques à la DRAC Alsace,
- Robert HERRMANN, Premier Adjoint au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Sophie KOHLER, Représentante de Mme Christine GANFLOFF-ZIEGLER, Présidente de l'UHA,
- Bertrand LEMONNIER, Représentant du personnel pédagogique,
- Pierre LITZLER, Directeur de l'UFR des arts, représentant l'Université de Strasbourg,
- Daniel PAYOT, Président,
- Olivier PONCER, Représentant du personnel pédagogique,
- Michel SAMUEL-WEIS, Vice Président,
- Michèle SEILER, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Alain SPOHR, Représentant du personnel administratif et technique,
- Juliette STEINER, Représentante des étudiants en arts plastiques,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal de la Ville de Mulhouse,
- Jean VERNE, Conseiller musique à la DRAC Alsace, pour le Directeur général de la création artistique,
- Yannick WEYNACHT, Représentant du personnel administratif et technique,

Membres excusés :

- Gérard BUQUET, Compositeur et tubiste,
- Robert CAHEN, Plasticien,
- Françoise BUFFET, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Robert GROSSMANN, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Philippe MAITREAU, Adjoint au Maire de la Ville de Mulhouse,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Denis RAMBAUD, Premier Adjoint au Maire de la Ville de Mulhouse,
- Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg,
- Sophie ROHFRIETSCH, Vice présidente du Conseil régional d'Alsace,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,

Autres présents :

- Yves AUBERT, Directeur général adjoint, Pôle culture, territoires et démocratie locale de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg
- Jean WILLME, Directeur général adjoint, Pôle Epanouissement de la personne, Ville de Mulhouse
- David CASCARO, Directeur de la Haute école des arts du Rhin,
- Vincent DUBOIS, Directeur de l'Académie supérieure de musique, directeur adjoint de la Haute école des arts du Rhin,



- Estelle Pagès, Directrice des études d'arts plastiques, directrice adjointe de la Haute école des arts du Rhin,
- Pascal HUMBERT, Administrateur général de la Haute école des arts du Rhin,
- Frédérique OLLAND, Administratrice adjointe de la Haute école des arts du Rhin,
- Catherine MARCO, Directrice adjointe du Conservatoire de Strasbourg,
- Marie-Hélène FOURNIER, Conseillère aux études supérieures musicales,
- Leïla FARAUT, Directrice des études du conservatoire,
- Gabrielle KWIATOWSKI, Direction de la culture - Département des arts visuels, Ville et Communauté urbaine de Strasbourg,
- Vincent BAPST, Responsable des Ressources Humaines de la Haute école des arts du Rhin,
- Laurent DOUCELANCE, Responsable communication de la Haute école des arts du Rhin,
- Marion MONTERO, Responsable des finances et de la commande publique de la Haute école des arts du Rhin
- Julia RETH, Responsable des relations internationales de la Haute école des arts du Rhin,
- Virginie THOMEN, Assistante de Direction de la Haute école des arts du Rhin.

Excusés :

- Pierre DANJOIE, Receveur des finances, comptable de l'établissement,
- Alain HAUSS, Directeur régional de l'action culturelle d'Alsace,
- Martine MALL, Chargée de mission Enseignement Supérieur, Conseil régional d'Alsace,

Daniel Payot accueille les membres du Conseil d'administration.

Il salut l'entrée au Conseil d'administration de Sophie KOHLER, représentante de l'UHA, qui succède à Jean-Philippe BEDEZ suite à son départ en retraite.

Il présente également Pascal HUMBERT, recruté en tant qu'Administrateur général de la Haute école des arts du Rhin à compter du 19 mai 2014.

Il ouvre la séance à 10h15.

I) Point 1 : Approbation du compte-rendu de la séance du 17 décembre 2013

Pierre Litzler souligne une erreur p 10 du compte-rendu présenté.

Il précise qu'il est intervenu en tant que représentant de l'université de Strasbourg et non de l'UHA.

Outre ce changement, le procès verbal du Conseil d'administration du 17 décembre 2013 est approuvé par l'ensemble des membres.

II) Actualités des études et de la vie étudiante

➤ **Académie**

Le Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSPM)

Vincent Dubois détail les orientations pédagogiques et artistiques du projet de formation conduisant au diplôme.

- Les disciplines instrumentales
- Le chant
- Le jazz et les musiques improvisées
- La direction d'ensembles instrumentaux et vocaux (demande d'habilitation)
- La création/composition (demande d'habilitation)



Le Diplôme d'Etat

Vincent Dubois indique que l'Académie supérieure de musique est actuellement en convention avec le CEFEDM de Lorraine pour la délivrance du Diplôme d'Etat (disciplines instrumentales). Une demande d'habilitation permettant à l'Académie supérieure de musique de Strasbourg de délivrer le Diplôme d'Etat est en cours.

Marie-Hélène Fournier fait part d'une prochaine collaboration avec Leila Faraut qui exercera une mission de renfort au niveau de l'Académie supérieure de musique afin d'anticiper la venue des inspecteurs chargés d'étudier l'opportunité du Diplôme d'Etat au courant du mois d'avril.

Jean Verne indique que Fernand Vandebogaerde, Inspecteur au ministère de la Culture et de la Communication, l'a interpellé au sujet de l'instauration du Diplôme d'Etat au sein de l'Académie supérieure de musique. L'inspecteur a fait part de son scepticisme quant à la démarche et émet quelques réticences.

Jean Verne précise qu'aucune demande officielle n'a été réalisée à ce jour.

Vincent Dubois souligne qu'il n'y a pas de concurrences entre l'Académie supérieure de musique et le CEFEDM de Metz puisque les moyens et les ressources ne sont sensiblement pas les mêmes. En effet, les ressources de l'Académie sont largement moindres.

D'autre part, Vincent Dubois évoque certaines difficultés rencontrées par les étudiants de Strasbourg inscrits au CEFEDM de Metz, notamment concernant les déplacements jusqu'à Metz ainsi que les frais qui en découlent.

Jean Verne entend les arguments évoqués. Il souhaiterait partager cette information avec l'ensemble du Conseil d'administration et indique que la DRAC Alsace n'a pas officiellement été saisi de cette question.

Actualité de l'Académie

Marie-Hélène Fournier présente l'actualité de l'Académie.

Accompagnement de grands événements :

- Quatre étudiants (cuivres), sous la direction de Nicolas Moutier ont joué pour la **cérémonie de commémoration des victimes de l'Holocauste** le jeudi 30 janvier à 14h30, au Palais de l'Europe.
- **Master-classes et conférences**
La période est intense au niveau des master-classes, avec pas moins de 15 événements de début janvier jusqu'à la fin mars. Ces temps forts contribuent activement au rayonnement et à l'attractivité de l'Académie, par la qualité et la variété des parcours des artistes invités.

Concerts et spectacles passés et à venir/points de repères

In situ :

- **Concert de musique de chambre**, le 30 janvier à l'Auditorium de la Cité de la musique et de la danse, 20h.
- **Première édition de l'année pour l'Ensemble de musique contemporaine**, vendredi 21 février, sous la direction d'Armand Angster. Auditorium de la Cité de la musique et de la danse, 20h.

Spectacles jeune public :

- **Tony tuba**, pour et avec des enfants, vendredi 14 février (14h30 et 19h30) à l'auditorium de la Cité de la musique et de la danse. Avec Micaël Cortone professeur de tuba et récitant, des étudiants musiciens et 70 enfants de l'école de la canardière à la Meinau. Cela constitue une mise en situation professionnelle intéressante notamment dans le cadre de la formation au Diplôme d'Etat.
- **Le carnaval des animaux de Camille St Saens.**
Le 10 mars à 20h, et le 11 mars à 10h et 14h30 à l'auditorium de la cité de la musique et de la danse. Avec la collaboration des classes de danse, théâtre et chant (professeurs : Chantal Chazée, Olivier Achard, François Kubler, Armand Ansgter).
- **Concerts de l'orchestre symphonique** sous la direction de Jean-Jacques Werner les 29 et 30 mars à l'Auditorium de la Cité de la musique et de la danse, 20h.

Hors les murs :

- Concert introductif à la projection de l'opéra Eugène Onéguine de Tchaïkovski, le 9 janvier au cinéma UGC Ciné Cité pour la soirée Viva l'Opéra.
- Jazz au café aux « Savons d'Hélène » le 11 février à 20h30.

Croisements interdisciplinaires :

- **Music and poetry for a while**
Avec les classes de théâtre d'Olivier Achard, de danse d'Arnaud Coste et de clavecin d'Aline Zylberajch le 20 janvier 2014, salle d'orchestre.
- **Concert dessiné**, dans le cadre de la semaine du son et sous la direction de Philippe Aubry et Finzo, mardi 4 février à 20h, salle d'orchestre du conservatoire.
- **Nouvelle collaboration entre les sections « scénographie » et « métal »** du site des arts plastiques de Strasbourg et certains étudiants et professeurs de l'Académie (Fr. Kubler, C. Solal). Cette collaboration, impulsée par un appel à projet pour le week-end avant première se concrétisera lors de cette manifestation, les 14, 15 et 16 mars.

➤ Actualité des arts plastiques

Estelle Pagès effectue une présentation de l'actualité des arts plastiques :

- **Exposition au Pôle Culturel de Drusenheim** de 4 jeunes artistes peintre issus de l'école jusqu'au 23 mars.
- **Hémisphères Vodous**
A cette occasion la HEAR a invité l'artiste camerounais Barthélemy Toguo à réaliser avec des étudiants une installation inédite à la Chaufferie. L'exposition se tient jusqu'au 23 février.
- **Tranche de Quai** : suite à la semaine de Workshop, des performances et concerts se sont tenus le 23 janvier sur le site arts plastiques de Mulhouse regroupant plus de 200 personnes.
- **Maison et Objet** du 24 au 28 janvier à Paris. Il s'agit d'un salon réservé aux professionnels du Design. Dans le cadre de l'espace Business Lounge, la HEAR a participé à une sélection de travaux des jeunes diplômés des écoles supérieures d'art MOJO. Le projet de Flora Sifflet a été sélectionné pour présenter notre école.
- **Exposition performance "la sculpture démontée"** au CEEAC avec des étudiants de la HEAR coordonné par Gavoty, Gérard Starck et Yvan Etienne.
Le vernissage aura lieu le jeudi 20 février.

- **Le week-end Avant Première** se déroulera les samedi 15 et dimanche 16 mars (week-end de l'art contemporain). Cette exposition présentée à l'initiative des étudiants de musique et des arts plastique des 3 sites sera présentée sur le site arts plastiques de Strasbourg.
- **Exposition "Cette soif qui invente les sources"** au FRAC. Le vernissage aura lieu le jeudi 1er mars. L'exposition se déroulera jusqu'au 23 mars avec 17 étudiants du groupe pédagogique No Name autour de la question de l'amour.
- **Exposition au Musée d'art contemporain de Strasbourg** de Clément Cogitore, ancien étudiant des arts déco qui présente ses films, installations et photos du 15 mars au 21 septembre.
- **Cycle du cinéaste Serguei Paradjanov**
Construit conjointement entre le MAMCS et la HEAR avec la diffusion de certains courts métrages et films.
- **Sortie du n°3 de la revue TACET** en avril avec une exposition à Bruxelles mise en œuvre par une quinzaine d'étudiants. TACET est une revue de recherche dédiée aux arts sonores. Pour ce numéro, la problématique générale est celle de l'espace et du son.

Arrêté du 24 juillet 2013 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP)

Estelle Pagès détaille l'article 29 de l'arrêté publié au Journal Officiel du 24 juillet 2013 qui précise que « le jury du diplôme national supérieur d'expression plastique (DNSEP), nommé par le directeur de l'établissement » ne comprendra qu'un seul « représentant de l'établissement choisi parmi les enseignants » - ce représentant devant être une seule et même personne pour le jury plastique et pour la soutenance de mémoire.

La direction de l'établissement a alerté par courrier les services du ministère, afin de bénéficier d'un aménagement ou du moins d'une latitude d'interprétation du texte en pouvant ajouter le tuteur de mémoire au représentant de l'établissement.

Estelle Pagès rappelle qu'auparavant, deux enseignants, un plasticien et un théoricien, étaient généralement membres du jury. Ces personnes étaient parfaitement au fait du travail et des problématiques rencontrées par l'étudiant.

Olivier Poncer rejoint cette démarche et précise que les enseignants remettent en cause le fait qu'un seul et même représentant de l'école intervienne pour le mémoire et pour la soutenance d'épreuve plastique.

Juliette Steiner confirme les propos évoqués par Olivier Poncer. Les étudiants ont adressé un courrier à la direction informant le ministère des préjudices engendrés par ce nouvel arrêté.

Auparavant l'enseignant qui accompagnait l'étudiant dans l'élaboration de son mémoire avait la possibilité de témoigner du travail fourni par l'étudiant. De la même manière, l'enseignant qui accompagnait l'étudiant lors de la préparation de la soutenance de l'épreuve pratique intervenait pour témoigner des investigations réalisées par l'étudiant. Aussi, les étudiants contestent ces nouvelles dispositions qui leurs sont préjudiciables.

Bernard Goy demande si des réactions de l'inspection ont déjà été formulées à ce sujet et souhaite savoir si la position de l'ANDEA est unanime.

David Cascaro indique que l'ANDEA ne s'est pas exprimée sur ce sujet. Le courrier officiel vient d'être communiqué au Ministère.



Pierre Litzler met l'accent sur les compétences divergentes en termes de recherche. Selon lui, il est important de mettre le ministère devant ce fait.

Olivier Poncer souligne que l'argument a été évoqué, toutefois, le ministère estime que ces dispositions ne remettent pas en cause la pédagogie mise en œuvre.

Par ailleurs, il ne s'agit pas de remettre en question l'intégralité de l'arrêté mais de permettre une souplesse par rapport à sa mise en application.

Statut des PEA

David Cascaro informe le CA de la démarche actuelle portée par l'association des maires de grandes villes de France (AMGVF) qui prépare une recommandation sur la valorisation des PEA au regard de leurs responsabilités affichées dans la réforme LMD qui a inscrit pleinement les écoles d'art dans l'enseignement supérieur. Les villes de Strasbourg et de Mulhouse ont été invitées et la HEAR fait porter ses propositions au travers de l'Association nationale des écoles d'art (ANdEA), qui sera auditionnée en avril 2014. Il est à noter que l'AMGVF envisage les PEA dans le champ des arts plastiques et de la musique.

III) Etudes :

Point 2 : Adoption du projet d'établissement 2014-2018

Daniel Payot présente cette délibération qui parachève les fondations posées depuis 3 ans.

Il souligne l'importance et l'utilité de ce document non seulement en interne mais aussi vis-à-vis de nos tutelles (ministère, villes, institutions). Il s'agit d'un document important vis-à-vis d'un environnement artistique régional et européen qui traduit les dispositions pratiques et les grandes orientations de l'établissement pour une période de 2014 à 2018. Par ailleurs, Daniel Payot précise que des évolutions pourront être apportées au document au fur et à mesure lorsque ceci sera nécessaire.

David Cascaro indique que ce document, porté par la direction, marque la projection de l'établissement pour les années à venir. Le projet d'établissement permettra notamment de présenter la HEAR comme une seule école, dotée de différentes disciplines. Par ailleurs, l'aboutissement de ce projet émane d'une réelle volonté d'afficher la transversalité entre la musique et les arts visuels. Le projet d'établissement détaille l'enseignement artistique ainsi que la richesse des formations proposées. Il rappelle l'ambition vis-à-vis des étudiants et des partenaires, publics ou privés.

D'autre part, David Cascaro rappelle que le contexte de valorisation des diplômes, le DNSPM devant être prochainement reconduit et les DNSEP de la HEAR représentés en octobre 2015 au grade de master. Il est essentiel qu'un document socle puisse appuyer cette démarche.

Enfin, le projet d'établissement permettra d'asseoir les objectifs et les moyens sur un rythme pluriannuel avec l'ensemble des partenaires publics.

David Cascaro détaille l'articulation du document. La première partie met en évidence l'originalité des enseignements dispensés au sein de la HEAR et l'offre de formation (grandes disciplines, engagement vis-à-vis des étudiants de l'entrée jusqu'à l'issue du diplôme). La deuxième partie du document, quant à elle, est consacrée à la présentation de perspectives transversales, qui s'articulent entre histoire et capacité à se projeter.



Le projet d'établissement constitue un lien unique entre musique et arts plastiques. Il appréhende par ailleurs la question du design et la volonté de construire une offre cohérente et complémentaire d'un site à l'autre. Il traduit la volonté de s'inscrire dans un territoire global et de rendre le site de Mulhouse attractif. En effet, ce territoire transfrontalier est doté de certaines richesses que l'établissement souhaite mettre en valeur.

David Cascaro rappelle la procédure suivie pour l'adoption du projet d'établissement évoquée lors des précédents Conseils d'administration. Par ailleurs, une information générale a été diffusée aux enseignants lors du séminaire d'été. Cette information a été complétée par la diffusion du projet d'établissement à l'ensemble des enseignants le 17 décembre 2013. Le projet d'établissement aura été présenté, au total, à l'occasion de six réunions (Commissions pédagogique de site, conseil pédagogique de la HEAR, Commissions de vie étudiante), moments de partages et d'échanges qui auront permis à chacun de s'exprimer. Cette démarche a notamment permis d'intégrer certaines remarques formulées.

Vincent Dubois évoque l'intérêt d'avoir un document global, qui marque l'unicité des 3 sites qui composent la HEAR. Il précise qu'au niveau de la musique, les spécificités liées aux parcours de formation sont axés sur la pratique (musique électronique, improvisation...).

Par ailleurs, le document met l'accent sur le positionnement stratégique du territoire, qui se situe au carrefour européen et qui attire un grand nombre d'étudiants étrangers.

D'autre part, la montée en puissance des effectifs (150 maximum), reflète la composition d'un orchestre symphonique. Il est ainsi possible de constituer des ensembles instrumentaux de grande envergure.

Vincent Dubois rappelle que le certificat d'aptitude est l'équivalent du diplôme de Professeur d'enseignement artistique. D'autre part, la mise en place du certificat d'aptitude permettra de combler le manque en la matière et renforcera le rayonnement de la structure globale.

Vincent Dubois souligne l'attachement que porte l'établissement à la musique contemporaine et aux nouvelles technologies qui commencent à se développer et affirme que cette dynamique va de paire avec celle des arts plastiques.

Estelle Pagès insiste sur la particularité des modes de fonctionnement pédagogique notamment par la possibilité de construire des parcours individualisés. Ce type de fonctionnement permet la mise en place d'un espace critique et offre aux étudiants la possibilité de se construire. D'autre part, le projet d'établissement intègre la dimension de partenariat.

Pierre Litzler insiste sur l'importance d'une telle entreprise et reconnaît la complexité de la tâche. L'exercice lui semble particulièrement réussi. Toutefois, Pierre Litzler regrette un manque en termes de perspective, notamment concernant la recherche. Selon lui, quelques lignes devraient être dédiées à la mise en évidence des relations doctorales. Pierre Litzler constate que la recherche figure bien dans le projet d'établissement mais il faudrait peut-être l'affirmer dans un contexte plus territorial, d'autant plus que le mérite de la HEAR est d'avoir cette ouverture.

Bernard Goy indique qu'il n'y a pas de modèle unique entre le ministère et les universités, mais une réelle volonté de resserrer les liens et de construire des passerelles. Il précise qu'un dialogue est actuellement ouvert sur ces questions entre les directeurs d'établissement, mais il ne s'agit que d'une première phase pour l'instant.

Bertrand Lemonnier émet une remarque concernant l'utilisation du terme « Accroître le nombre d'étudiants et d'enseignants sortants » point 5 (p.23), qui ne lui semble pas adapté.



Olivier Poncer intervient concernant l'accompagnement du statut des enseignants. Selon lui, les missions pédagogiques et l'investissement dans la recherche devraient être mis davantage en évidence.

Par ailleurs, l'utilisation du terme « équilibrer » p.13 doit être précisée. En effet, dans ce contexte, il ne s'agit pas d'une répartition à 50 / 50 mais d'une notion d'équilibre de façon harmonieuse.

David Cascaró intervient concernant l'option design. Il propose à Olivier Poncer d'effectuer la lecture du texte rédigé par l'ensemble des enseignants de l'option design :

« Les options design de Strasbourg et Mulhouse souhaitent porter à la connaissance du CA l'état d'avancement du projet de fusion sur un seul site. Le projet actuellement en cours d'élaboration par nos comités de pilotage soulève des points qui nécessitent d'être résolus afin d'en garantir l'ambition. Ces points et certaines conditions pourraient remettre en cause le projet. Afin d'être dans la certitude d'un choix judicieux, pertinent et ambitieux pour l'enseignement de la discipline du design enseignée actuellement sur les deux sites, nous souhaitons demander que soit inscrit au prochain ordre du jour du CA la question de cette fusion. Projet que nous refusons de voir entériné et acté en l'état actuel de son avancée ».

David Cascaró précise qu'un comité de pilotage est mis en place et se réunit régulièrement pour évoquer le sujet. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de lisibilité et de transparence. Au cours de ces échanges, David Cascaró a pu constater que les enseignants demandent des garanties.

Suite à cette intervention, Daniel Payot préconise qu'un point dédié à l'option design soit mis à l'ordre du jour d'un prochain Conseil d'administration. Il précise par ailleurs, que cette intervention ne vient pas à l'encontre de l'adoption du projet d'établissement.

David Cascaró indique que le projet relatif à l'option design est actuellement en cours de construction. Il émet certaines réserves quant à la possibilité de présenter quelque chose d'abouti en juin.

Robert Herrmann précise que le projet d'établissement confirme le sens de l'école ainsi que sa compréhension vis-à-vis de l'extérieur. Il s'interroge sur la nécessité de disposer d'un temps supplémentaire avant de voter ce projet. En effet, selon lui, deux méthodes peuvent être adoptées : soit on présente au Conseil d'administration un projet avec des possibilités d'amendement, soit on soumet au vote un document définitif finalisé. Or, dans la mesure où des amendements, regrets, ressentis ont été formulés par certains membres, Robert Herrmann propose le report du vote du projet d'établissement. Cette démarche s'inscrit dans une volonté d'installer les choses solidement et de manière unanime.

Daniel Payot indique que les interventions formulées ne remettent pas en cause le document de manière substantielle et se demande quels seront les éléments complémentaires d'ici un ou deux mois.

David Cascaró rappelle que la démarche a été élaborée en toute transparence. L'ensemble des remarques ont été intégrées au projet d'établissement ou sont en phase de l'être. D'autre part, David Cascaró insiste sur la réelle opportunité de présenter le projet d'établissement en février. En effet, le projet de DNSPM sera présenté le 8 avril 2014.



Par ailleurs, la présentation du projet d'établissement représentera un atout certain dans la mise en place de programmes de conventionnement, prévue dès le 2^{ème} semestre 2014.

David Cascaro souligne le caractère général du document, qui aura la vertu d'être présenté aux collectivités (Région, Conseil général du Haut-Rhin). L'aboutissement de la mise en place du projet d'établissement permettra de fournir un élément essentiel de compréhension à des partenaires qui ne sont pas encore dans l'établissement.

Robert Herrmann indique qu'il s'agit d'un texte de référence. Sur le principe, il formule une préférence pour une validation en bonne et due forme après consensus. Le projet présenté nécessite des allers-retours avant d'être présenté.

Jean Verne intervient concernant la demande d'habilitation au niveau de l'Académie supérieure de musique. Il affirme que la DRAC n'a pas réceptionné d'information officielle à ce jour. Par ailleurs, Jean Verne précise qu'il s'agit d'une question d'ordre politique qui nécessite une réflexion avec la DRAC Lorraine. En effet, la Lorraine connaît actuellement certaines difficultés et perdre un établissement d'enseignement supérieur n'est pas anecdotique.

Robert Herrmann effectue une proposition formelle de report du point concernant l'approbation du projet d'établissement. Il propose qu'un Conseil d'administration extraordinaire soit réuni avant les élections municipales.

David Cascaro indique que la méthode entreprise reprend précisément celle évoquée par Robert Herrmann. Il rappelle que le projet d'établissement a été présenté à l'ensemble des instances (Commissions pédagogique de site, conseil pédagogique de la HEAR, Commissions de vie étudiante). Le document a donc pu faire l'objet de différentes remarques qui ont été entendues et prises en compte. Le projet d'établissement présenté à l'assemblée lors de ce conseil d'administration du 18 février est un document partagé avec la communauté pédagogique de l'établissement qui n'évoque aucune modalité mais uniquement des perspectives.

Bernard Blény émet une remarque concernant le point 1.4 (p9) qui ne parle pas des ateliers associés dont le positionnement est original.

Suite à l'ensemble de ces remarques, Daniel Payot annonce l'organisation d'un conseil d'administration extraordinaire et fait part de son mécontentement à Robert Herrmann. En effet, le projet est abouti et pourrait faire l'objet d'un vote dès à présent. Cette décision de report intervient car, il est essentiel que le document soit voté avec une large majorité. Or, si le projet d'établissement est soumis au vote du Conseil d'administration lors de cette séance, les conditions ne sont pas forcément réunies pour une validation en masse.

Jean Verne indique que le projet d'établissement est le bienvenu. Le document recense à la fois les objectifs incontournables ainsi que les objectifs 2014, notamment la préparation à l'évaluation de l'AERES ainsi que les projets de partenariat.

Vincent Dubois précise que 95 % des enseignants ont validé ce projet.

Point 3 : Convention de partenariat avec la Kunsthalle Mulhouse

Frédérique Olland introduit cette délibération et indique que la Kunsthalle et la HEAR souhaitent nouer un partenariat visant à favoriser les échanges artistiques et pédagogiques entre les deux établissements, à valoriser leurs activités respectives, et à croiser leurs publics.



Ce partenariat, formalisé par une convention cadre triennale, mise à jour annuellement par un avenant détaillant les actions communes, permet la réalisation de projets communs tels que la coproduction de rencontres de type conférences, cours publics et workshops à la Kunsthalle ou à la HEAR. Le partenariat rend également possible l'accueil d'un artiste en résidence à la HEAR qui est amené à développer des projets artistiques au sein des deux établissements.

Les étudiants de la HEAR prennent aussi part, sous forme de contributions artistiques, aux événements de la Kunsthalle tels que la manifestation de La Régionale. Ces collaborations ont une dimension professionnalisante importante pour les étudiants de la HEAR.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

Point 4 : convention de partenariat avec le Centre Européen d'actions artistiques contemporaines à Strasbourg

Estelle Pagès présente cette délibération concernant le projet de convention de partenariat entre le Centre européen d'actions artistique contemporain (CEAAC) et la HEAR.

Cette association, créée en 1987, a pour principales missions le conseil et le soutien d'artistes régionaux ainsi que la diffusion de l'art contemporain par l'intermédiaire d'exposition.

Ce partenariat, formalisé par une convention cadre triennale, mise à jour annuellement par un avenant détaille les actions communes et permet la concrétisation de nombreux partenariats, notamment la création d'un espace international avec la mise en place d'un programme d'échanges et de résidences.

Cette convention a également permis de lister un certain nombre d'objectifs communs et de projets partagés.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

Point 5 : convention de partenariat avec les médiathèques de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg

David Cascaro présente cette délibération concernant la mise en place d'un partenariat avec les médiathèques de la Ville et de la communauté urbaine de Strasbourg et la HEAR afin de mettre en valeur leurs activités respectives, de croiser les publics, et permettre aux étudiants de l'établissement d'être associés à l'actualité des médiathèques de la Ville.

Ce partenariat, formalisé par une convention cadre triennale, mise à jour annuellement par un avenant détaillant les actions communes, permet la réalisation de projets communs tels que la coproduction de rencontres de type débats, lectures, colloques, séminaires aux médiathèques ou à la HEAR. Le partenariat permet également d'associer activement les étudiants de la HEAR à l'actualité des médiathèques en leur donnant l'opportunité de participer aux montages des expositions, aux actions de médiations, ainsi qu'aux projets de scénographie, ce qui leur permet de nouer de nombreux contacts facilitant leur insertion professionnelle. Les étudiants de la HEAR prennent aussi part, sous forme de contributions artistiques, aux événements des médiathèques.

Cette convention formalise enfin la volonté des deux institutions d'initier ensemble une réflexion prospective (évolution du livre et de ses supports, mise en valeur de la recherche...) qui pourra à l'avenir mener à la mutualisation de certaines actions.

Bernard Blény s'interroge sur la question des assurances.



Estelle Pagès indique que les étudiants sont couverts dans le cadre de leur statut d'étudiant mais étudiera la nécessité ou non de disposer d'une assurance complémentaire.

Catherine Marco précise que les étudiants seront couverts dans le cadre général de la cotisation à la sécurité sociale.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

IV) Finances et commande publique :

Point 6 : Droits de scolarité et droit d'inscription au CFPI à compter de la rentrée 2014/2015

Droits de scolarité des cursus diplômants

Marion Montero introduit cette délibération concernant l'harmonisation des droits de scolarité entre les deux sites d'arts plastique de la HEAR. Il est proposé au Conseil d'administration de la HEAR d'adopter les droits de scolarité des arts plastiques et les frais d'inscription au concours d'entrée et à la commission d'équivalence à compter de la rentrée 2014/2015 en les augmentant du taux de l'inflation (1%).

Concernant la musique, il est proposé au Conseil d'adopter les droits de scolarité à hauteur de 250 € pour la tarif normal et de 173 € pour le tarif réduit pour le Diplôme d'Etat Musicien dont la demande d'habilitation est en cours d'examen au Ministère de la Culture et de la Communication.

Les autres droits de scolarité de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg demeurent inchangés pour l'année 2014/2015.

Cependant, il est proposé de passer les frais de dossier pour l'inscription aux concours d'entrée de l'Académie de 35 € à 40 € à compter de la rentrée 2014/2015.

Tarif d'inscription au CFPI

Depuis la délibération du 14 avril 2012, le tarif d'inscription au Centre de Formation des Plasticien Intervenants (CFPI) est fixé à 124 €, somme déconnectée de la plupart des tarifs de formations équivalentes.

Aussi, afin de valoriser cette formation, est-il proposé au Conseil d'administration de l'augmenter à hauteur de 300 € à compter de la rentrée 2014/2015, sachant que ce montant reste raisonnable au vu du coût de la formation pour l'établissement.

Une réflexion plus poussée sur l'organisation et l'offre de formation du CFPI sera par ailleurs engagée prochainement.

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

Bernard Goy souhaite que la DRAC soit associée aux réflexions concernant le CFPI.

Il est nécessaire d'aborder les questions liées au CFPI avec prudence dans la mesure où elles concernent de jeunes artistes aux budgets souvent restreints.

La DRAC souhaiterait, par ailleurs, contribuer aux réflexions menées sur cet enjeu particulier et symbolique que représente le CFPI, puisqu'il s'agit du dernier centre de ce type sur le territoire national.



Point 7 : Adhésion au Club de la presse Strasbourg Europe

Le Club de la presse Strasbourg Europe propose à ses adhérents de nombreux outils et manifestations au service des professionnels de la communication.

En rejoignant le Club de la presse, l'école s'offre l'opportunité d'intégrer un réseau professionnel fort de 800 membres : journalistes et collaborateurs de presse, représentants de médias, producteurs et éditeurs, chargés de relations presse et communicants, représentants de réseaux professionnels et associations, entreprises et organismes publics.

Cette adhésion permet à l'école de poursuivre auprès de leaders d'opinions un travail de reconnaissance de son projet artistique et pédagogique.

Pour l'année 2014, l'adhésion s'élève à 100 € TTC. Les crédits sont inscrits au budget Réseau professionnel des médias et de la communication

Les membres du Conseil d'administration approuvent unanimement cette délibération.

Daniel Payot rappelle qu'un conseil d'administration sera organisé ultérieurement, si possible avant les élections. Il remercie l'ensemble des participants et clôt la séance à 12h00.

Souad EL MAYSOUR
Présidente

